

Accord interprofessionnel

**INDEMNISATION DU CHÔMAGE PARTIEL
(MARTINIQUE)**

ACCORD PARITAIRE INTERPROFESSIONNEL RÉGIONAL
DU 16 FÉVRIER 2007
SUR L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE PARTIEL EN MARTINIQUE
NOR : ASET0750639M

Entre :

La confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;
Le mouvement des entreprises de France (MEDEF) ;
La fédération départementale des syndicats et exploitants agricoles
(FDSEA),

D'une part, et

La centrale démocratique des travailleurs martiniquais (CDMT) ;
La confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;
La confédération française démocratique du travail (CFDT) ;
La confédération générale du travail FSM (CGT-FSM) ;
La centrale syndicale des travailleurs martiniquais (CSTM) ;
L'union départementale force ouvrière (UD-FO) ;
L'union générale des travailleurs de Martinique (UGTM) ;
La CGC-CFE ;
La CGTM,

D'autre part,

Considérant qu'il n'existe pas en Martinique d'accord interprofessionnel permettant aux entreprises de faire face à leurs obligations salariales en cas de réduction de la durée de travail en dessous de la durée légale ;

Considérant que la mise en place d'un régime conventionnel destiné à garantir les salariés d'un revenu minimal alternatif, en cas de difficulté exceptionnelle des entreprises, est souhaitable ;

Vu les articles D. 351-3, L. 351-25 et R. 351-50 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 21 février 1968, généralisé au territoire métropolitain par l'arrêté du 14 mai 1968,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Sont susceptibles d'ouvrir droit à l'indemnisation de chômage partiel, dans les conditions définies par le présent accord, les réductions d'horaires résultant, soit de la conjoncture économique, soit de difficultés d'approvisionnement en énergie ou en matières premières, soit d'un sinistre ou d'intempérie à caractère exceptionnel de quelque nature que ce soit, n'ayant pas pour effet d'entraîner la suspension du contrat de travail, soit de la transformation, restructuration ou modernisation de l'entreprise.

Dans le cas où le sinistre ou l'intempérie à caractère exceptionnel entraînerait la suspension du contrat de travail, les salariés dont le contrat a été suspendu pourront bénéficier des allocations de chômage partiel dans les conditions prévues au présent accord, pour la période correspondant aux 4 premières semaines de suspension du contrat de travail.

Les partenaires sociaux se réservent le droit de négocier des accords plus favorables.

Article 2

Les indemnités instituées par le présent accord ont un caractère complémentaire du régime légal d'indemnisation tel qu'il résulte des textes en vigueur à la date de signature du présent acte.

Seules les heures prises en charge au titre de l'indemnisation légale et répondant aux conditions fixées par le présent accord ouvriront droit aux allocations horaires prévues ci-dessous.

Article 3

Peuvent bénéficier du présent accord les salariés répondant aux conditions suivantes :

- n'avoir pas refusé un travail de remplacement comportant une rémunération équivalente offert par l'entreprise et n'avoir pas refusé d'accomplir dans le délai de 1 an à compter de la dernière période de chômage partiel les heures de récupération décidées par l'entreprise dans le cadre de la réglementation ;
- avoir été rémunéré suivant un horaire moyen inférieur à la durée légale, conventionnelle ou à la durée du travail habituellement pratiquée dans l'entreprise, appréciée dans le cadre de la réglementation légale sur le chômage partiel en vigueur.

Peuvent également bénéficier du présent accord, sous réserve qu'ils remplissent toutes les conditions requises, les salariés travaillant habituellement à temps partiel, lorsque l'horaire de l'atelier ou du service étant tombé en dessous de la durée légale, conventionnelle ou à la durée de travail habituellement pratiquée dans l'entreprise, leur propre horaire étant réduit de ce fait.

Article 4

Chaque heure indemnisable au titre du présent accord donne lieu au paiement par l'entreprise d'une indemnité horaire égale à 50 % de la rémunération horaire brute, diminuée, le cas échéant, du montant de l'allocation publique de chômage partiel.

Une réunion paritaire se tiendra chaque année, l'initiative de la partie la plus diligente, entre le 15 juin et le 15 juillet, en vue de fixer le minimum applicable à compter du 1^{er} juillet de l'année en cours. Toutefois, une réunion sera organisée en cours d'année d'application à la demande motivée d'un signataire, s'il apparaissait qu'en raison de l'évolution de la conjoncture les dispositions prises ne correspondraient pas à l'objectif visé.

Cette indemnité minimale est réduite en ce qui concerne les jeunes travailleurs des taux d'abattement fixés en matière de salaire par les conventions collectives, sous réserve qu'ils soient effectivement utilisés pour le calcul du salaire des intéressés. En outre, ces taux d'abattement ne sauraient être supérieurs à ceux qui sont applicables au salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Les indemnités de chômage sont versées à la date normale de paie.

Article 5

Le montant cumulé de l'indemnité versée au titre du présent accord et de l'allocation légale de chômage partiel ne devra pas dépasser le salaire horaire moyen net de l'intéressé, calculé sur les 2 dernières périodes normales de paie.

Article 6

Le nombre d'heures maximum indemnisables au titre de l'année civile sera celui retenu pour le contingent annuel déterminé au titre des allocations d'aide publique de chômage partiel.

Dans le cas où une demande de dépassement de crédits légale d'indemnisation serait acceptée, le crédit d'indemnisation conventionnel du chômage partiel serait également dépassé dans la même proportion.

Article 7

Les indemnités conventionnelles définies par le présent accord s'ajouteront à l'indemnité de congés payés calculée en application de l'alinéa 3 de l'article L. 223-11 du code du travail, ainsi qu'aux gratifications, primes de 13^e mois, primes de fin d'année conventionnelles, là où elles existent.

Article 8

Le présent accord est prévu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé avec préavis de 6 mois. Au cas où des modifications interviendraient dans le régime légal d'indemnisation des heures perdues ou si les charges sociales et fiscales venaient à être exigées sur les indemnités de chômage partiel, le présent accord pourrait être dénoncé avec un préavis de 3 mois.

En cas de dénonciation, les parties signataires s'engagent à se rencontrer dans un délai ne dépassant pas 2 mois à compter du jour de dénonciation pour examiner la possibilité de conclure un nouvel accord.

Article 9

Le présent accord et son annexe (1) s'appliquent à toutes les entreprises relevant des organisations syndicales et patronales signataires de la Martinique.

Article 10

Le présent accord ne fait pas obstacle aux dispositions plus favorables qui pourraient être prises dans les entreprises.

Article 11

Le présent accord prendra effet après son dépôt.

Article 12

Les parties signataires s'engagent à demander l'extension du présent accord dans les meilleurs délais.

Fait à Fort-de-France, le 16 février 2007.

(Suivent les signatures.)

(1) Annexe non publiée dans le présent *Bulletin officiel*.